



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale  
de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement  
Hauts-de-France

Service  
Information, Développement  
Durable et Évaluation  
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017/1671  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de la région Hauts-de-France**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-1671, déposé par Monsieur DUCROCQ Jean-Pierre le 26 avril 2017, relatif au projet de création d'une zone boisée en milieu rural d'une superficie de 2,26 hectares située à l'est du village de Hauteville (62);

L'agence régionale de santé Hauts-de-France et la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ayant été consultées le 3 mai 2017 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la plantation, sur un terrain agricole d'une superficie de 2,26 hectares, d'arbres tiges d'essences diverses notamment de chênes rouvre, de hêtres, de merisiers et de charmes ;

Considérant que la commune de Hauteville n'est pas concernée par des zonages d'inventaires naturels, de sites inscrits ou classés et ne comprend pas de monuments historiques ;

Considérant que le projet a lieu en continuité du bois existant et agrandira le réservoir de biodiversité qu'il constitue ;

Considérant que le projet n'est pas susceptible d'engendrer un impact négatif significatif sur la biodiversité mais que le pétitionnaire pourrait toutefois utilement se rapprocher du centre national de la propriété forestière ou consulter les guides du Conservatoire Botanique de Bailleul pour mener à bien la plantation, notamment ce qui concerne la

densité du boisement, l'exposition au vent, la lisière, les interventions préliminaires ainsi que la période de plantation ;

Considérant que le boisement est prévu dans le prolongement d'un boisement existant, à l'écart du centre bourg, et n'est pas susceptible d'engendrer un impact négatif significatif sur le paysage et le patrimoine bâti ;

Considérant que la commune a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle au titre des inondations, coulées de boue et mouvements de terrain en 1999 et que le projet n'est pas de nature à aggraver les risques naturels;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre enjeu environnemental significatif à proximité du projet ;

Considérant dès lors que le projet n'est pas de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement ;

## DÉCIDE

### **Article 1<sup>er</sup>** :

Le projet de création d'une zone boisée en milieu rural d'une superficie de 2,26 hectares sur la commune de Hauteville (62) dans le Pas-de-Calais, déposé par Monsieur DUCROCQ Jean-Pierre, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2** :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

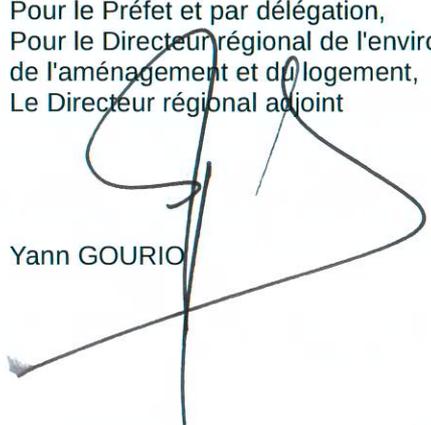
### **Article 3** :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **22 MAI 2017**

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement,  
Le Directeur régional adjoint

Yann GOURIO



**1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

***Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :***

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

***Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.***

**2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

***Recours gracieux :***

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours hiérarchique :***

Ministère De l'Ecologie, Du Développement Durable et de l'Energie

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

***Recours contentieux :***

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

